



Conseil de l'Education et de la Formation

Un cadre des qualifications pour la CFWB

AVIS n°94

Conseil du 31 mars 2006

Résumé

Le CEF demande instamment aux gouvernements concernés de mettre en place, sans tarder, un groupe de travail transversal qui réunisse les acteurs de la Communauté française, de la Région wallonne et de la COCOF, les partenaires sociaux et les représentants de tous les réseaux et de tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle, pour élaborer ensemble un cadre des qualifications CFWB.

1 Des avancées depuis les Avis 92¹ et 93² (2005) concernant le projet de cadre européen des qualifications (CEQ ou EQF)

- ✦ Le 18/11/2005, le CEF adoptait l'Avis n°93: "Contributions du CEF à la consultation en Communauté française Wallonie-Bruxelles à propos du cadre européen des qualifications pour l'apprentissage tout au long de la vie"

On pouvait y lire en recommandation :

Le CEF recommande enfin de prévoir un débat qui dépasse le cadre de la consultation proprement dite et qui pose également la question de l'élaboration d'un cadre de qualification en Communauté française Wallonie-Bruxelles, voire de préférence au niveau national.

- ✦ Le 12 janvier 2006 la Belgique francophone rendait son avis à la Commission européenne³. Il s'agissait d'un texte coordonné reprenant les contributions des secteurs de l'enseignement supérieur, de l'enseignement obligatoire, de l'enseignement de promotion sociale et de la formation professionnelle. Il s'inspirait largement de l'Avis 93 du CEF.

On pouvait y lire :

La création de cadres nationaux est un préalable indispensable. Ces cadres constituent un élément essentiel étroitement lié au développement du cadre européen. C'est exclusivement à travers ceux-ci que les qualifications peuvent se situer dans le CEQ. Il doit dès lors être vu comme un outil de traduction et de communication entre cadres nationaux. Les cadres sectoriels, même s'ils expriment des standards au niveau européen, doivent également être reliés aux cadres nationaux.

- ✦ Le 27 février 2006, à Budapest, Gordon Clark, Directeur général pour l'Éducation et la Culture, à la Commission européenne présentait les résultats de la consultation sur l'EQF.

Les réponses à la consultation montrent un profond accord sur six aspects spécifiques dont celui-ci :

Le cadre européen des qualifications doit être soutenu par toutes les parties prenantes, dans tous les pays, et s'inscrire dans le contexte de projets de développement de cadres nationaux de qualifications.

- ✦ En Flandre, suite à la consultation menée au sujet de l'EQF⁴, le processus de construction d'un cadre flamand des qualifications est en route. Le ministre Frank Vandenbroucke l'affirmait dans une communication faite le 14 mars 2006. Il y tenait les propos suivants :

Voor Vlaanderen heb ik hiervoor een honderdtal instanties aangeschreven zoals overleg- en adviesorganen, de profit- en non-profitsectoren, vakverenigingen en opleidingsverstrekkers. Want het wetslagen van een Europees kwalificatieraamwerk hangt af van zijn belang en zijn geloofwaardigheid voor ieder wie ermee zal werken. Het verheugt me dan ook dat u hier vandaag zo talrijk aanwezig bent. Het toont aan dat er een ruime interesse leeft voor de ontwikkelingen rond een kwalificatiestructuur. En het sterkt me in mijn opzet om ook voor Vlaanderen een nationale kwalificatiestructuur uit te werken waardoor de relatie met het Europese metaraamwerk eenvoudiger en helderder wordt⁵.

¹ 09/09/2005 Avis no 92: "Propositions relatives à l'organisation de la consultation en Communauté française Wallonie-Bruxelles à propos du cadre européen des qualifications pour l'apprentissage tout au long de la vie"

² 18/11/2005 Avis no 93: "Contributions du CEF à la consultation en Communauté française Wallonie-Bruxelles à propos du cadre européen des qualifications pour l'apprentissage tout au long de la vie"

³ Consultation organisée en Belgique francophone autour du projet d'un cadre européen des qualifications (CEQ) de la Commission européenne, AVIS reprenant les contributions des secteurs de l'enseignement supérieur, de l'enseignement obligatoire, de l'enseignement de promotion sociale et de la formation professionnelle

⁴ Europees kwalificatiekader - synthese van de antwoorden op 14 vragen over het consultatie document CESOR – Vrije Universiteit Brussel

⁵ Pour la Flandre, ont été consultés : les instances de concertation, et les services d'orientation, les secteurs marchands et non marchands, les organisations syndicales et les opérateurs de formation... Car le succès d'un cadre

Voor de meeste Vlaamse respondenten bij de EOF consultatie is het essentieel dat de finale verantwoordelijkheid voor de koppeling van een kwalificatie aan een kwalificatiestructuur in handen blijft van de overheid in de lidstaat. Dit sterkt mij in het voornemen om als Vlaams minister verantwoordelijk voor de beleidsdomeinen werk, onderwijs en vorming het initiatief te nemen bij de ontwikkeling van een Vlaamse kwalificatiestructuur. Op die manier maak ik gebruik van de ruimte die Europa ons laat om een voor Vlaanderen geschikt raamwerk uit te werken⁶.

Les responsables flamands de l'enseignement sont soucieux de permettre que le cadre de qualification développé chez eux soit compatible avec celui que développeront la Communauté française, la Wallonie et la COCOF à Bruxelles.

des qualifications européen dépend de son intérêt et de sa crédibilité pour chacun de ses utilisateurs. Je me réjouis donc que vous soyez présents aujourd'hui si nombreux. Cela montre votre large intérêt pour le développement d'un cadre de qualification. Et cela me fortifie aussi dans mon projet de développer pour la Flandre une structure de qualification nationale grâce à laquelle la relation avec le méta-cadre européen sera plus simple et plus claire.

⁶ Pour les répondants flamands à la consultation EQF, il est essentiel que la responsabilité finale concernant le classement des qualifications dans un cadre de qualification reste dans les mains du gouvernement de l'État membre. Ceci renforce ma détermination, en tant que ministre flamand des secteurs politiques du travail, de l'enseignement et de la formation, à prendre l'initiative du développement d'une structure de qualification flamande. De cette façon, je fais usage de l'espace que l'Europe nous laisse, pour développer en Flandre son propre cadre de qualification

2 Recommandation

Alors que le CEF observe, au travers des dossiers en cours, qu'au niveau du terrain de l'enseignement secondaire, supérieur et de la formation professionnelle l'intérêt des responsables locaux et des différents niveaux se manifeste de plus en plus pour une transparence des qualifications, force est de constater que rien n'est actuellement mis en œuvre au niveau politique en Communauté française, ni en région wallonne ou à la COCOF contrairement à ce qui se passe en Flandre.

Dans le cadre de la déclaration de Bergen, l'enseignement supérieur est appelé à définir ses enseignements en termes de compétences et/ou de résultats d'apprentissage⁷.

Pour l'enseignement qualifiant et professionnalisant, des descriptifs clairs des métiers avec des référentiels communs sont nécessaires .

Au CEF comme ailleurs, de plus en plus de travaux et de projets mettent en exergue le besoin

- de passerelles entre enseignement et formation,
- de validation des compétences et des acquis,
- d'un maillage des systèmes d'information et d'orientation, tout au long de la vie, et en tout cas pour ce qui concerne les jeunes hors obligation scolaire et les adultes,
- de l'utilisation d'unités de crédit (ECVET et/ou ECTS),
- d'une modularisation de l'enseignement qualifiant,
- etc.

Toutes ces démarches seront facilitées par la mise en place d'un cadre de qualification et vont d'ailleurs dans ce sens.

Le CEF demande instamment aux gouvernements concernés de mettre en place, sans tarder, un groupe de travail transversal qui réunisse les acteurs de la Communauté française, de la Région wallonne et de la COCOF, les partenaires sociaux et les représentants de tous les réseaux et de tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle, pour élaborer ensemble un cadre de qualification CFWB.

Cette étape indispensable pourra être suivie d'un rapprochement avec la Flandre pour construire un cadre national de qualification cohérent.

Si les ministres le souhaitent, le CEF, grâce à sa configuration transversale, pourrait accueillir ce groupe et en coordonner le secrétariat.

⁷ Le groupe des « Bologna Promotors » a planifié un séminaire préparant à cet objectif pour l'automne 2006.